

Département des Hautes-Alpes  
Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal  
Mercredi 7 juillet 2004 à 21 h 00

**Convocation du 30 juin 2004**

*En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux :*

*Alain Bonnardel, Jean-Luc Clément, Jean-Marc Cornil, Serge Duc, Vincent Fernandez, André Garcin, Sabine Luczszynski, Michel Meunier, Jacques Michalinoff, Claude Paul, Suzanne Pelloux, Stéphane Raizin,*

*sauf,*

*Excusés représentés :*

*Agnès Gabanou ayant donné pouvoir de représentation à Sabine Luczszynski*

*Françoise Galmiche ayant donné pouvoir de représentation à Claude Paul*

*Jeannin Ligozat ayant donné pouvoir de représentation à Michel Meunier*

*Présents : 12*

*Votants : 15*

**Ordre du jour :**

- ✍ Eau potable
- ✍ Dossier de demande de financements pour l'assainissement secteur du village / les guérins  
(documents consultables en mairie)
- ✍ Maison des associations : éléments de programme / convention de mandat
- ✍ Dépressage forêt de Céüzette
- ✍ Recours auprès du tribunal administratif
- ✍ Délibération pour le maintien des services publics de proximité
- ✍ Questions diverses

Le maire remercie les membres présents et ouvre la séance.

✍ Eau potable :

Le maire rappelle que les seuils de relevés de l'eau sont très bas (niveau d'un mois d'août, soit amorce d'étiage) et insiste auprès des conseillers municipaux afin qu'ils fassent

comprendre à la population les « actes citoyens » à observer (pas d'arrosage des pelouses, ni de lavage des voitures). Il précise que l'eau ne manquera pas pour les hommes et les animaux.

✍ Dossier de demande de financements pour l'assainissement des secteurs village / guérins :

Le document annexé est présenté par M. Meunier. Il indique le choix de la commission concernant l'emplacement de la station d'épuration qui recueillera les effluents du chef-lieu.

L'emplacement est reporté sous le lieudit «les dômes », en zone non habitée et pouvant permettre le raccordement ultérieur des quartiers des Courtès, St Laurent, les Dômes.

Surcoût de 30 000 € Le coût total de l'opération se monte à 598 000€HT, et l'on escompte des subventions pouvant aller de 50 à 80 %. M.Meunier rappelle l'incidence sur le prix de l'eau pour les usagers qui bénéficieront de ce service.

C.Paul précise que la bache de siphon sera supprimée dans la mesure où la station est déplacée en contrebas.

En ce qui concerne le projet du quartier des Parots, le problème des terrains reste à régler, l'emplacement étant à exclure des zones inondables...

Pas de délibération à prendre, la CCTB est maître d'ouvrage du projet, mais le conseil municipal entérine le choix de l'emplacement proposé par la commission.

✍ Maison des associations : éléments de programme / convention de mandat :

Le projet « maison des associations » n'a pas bénéficié de la DDR (dotation de décentralisation rurale) dont pouvait bénéficier la CCTB (maîtrise d'ouvrage déléguée).

Le contrat d'architecte passé avec S. Duc pourra être signé directement par le maire et sera annexé à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée avec la CCTB.

Un technicien de la CCTB (conducteur d'opération) suivra le chantier.

✍ Dépressage forêt de Céüzette :

Le reboisement de Céüzette a été décidé par délibération du 3 février 1989. Planté entre 1992 et 1994 sur 47 ha de mélèze et 8 ha de pin noir, et en très forte croissance malgré le diagnostic de très mauvaise nature des sols, le peuplement a aujourd'hui besoin d'un dépressage (opération qui consiste à ramener la densité de peuplement de 1400 à 1000 tiges), cette opération est proposée et sera suivie par les services de l'ONF qui gèrent la forêt (délib du CM 10.06.1991 et arrêté préfectoral du 6.02.1992 /soumission au régime forestier.)

Coût du projet à réaliser sur 3 ans : 32 000 € pour 30 ha, un dossier de demande d'aide publique sera déposé auprès des financeurs.

*Vote : accepté à l'unanimité*

✍ Recours auprès du tribunal administratif :

✍ ✍ Recours déposé par M.Bernard Sarlin du hameau des Courtès, pour annulation de la délibération du 23.03.2004 portant déclassement d'une partie de la voie communale n° 3 en

chemin rural vert n°34 (122 m), voie desservant sa résidence secondaire. Cette délibération a adopté le reclassement de la voirie après enquête publique et suivant avis favorable du commissaire enquêteur. Les services de l'état (DDE), dans le cadre de l'ATTESAT, se rendront sur place pour juger de la dangerosité de l'accès sur la RD19.

Nous regrettons cette attitude d'autant que les chemins ruraux ont toujours été entretenus par la commune et que la réfection de ce chemin était programmée.

#### *✍ Recours pour non-paiement des ordures ménagères*

M. Orlandi possède une résidence secondaire au hameau au-delà le pont et refuse d'acquitter sa taxe d'enlèvement des ordures ménagères au motif que le container à ordures le plus proche se situe à 900 m de son habitation. Devant le refus d'exonération de la commune, M. Orlandi a porté son recours devant l'administration, qui malgré une jurisprudence défavorable, devra prouver que M. Orlandi bénéficie forcément de ce service : les containers sont inévitablement sur son passage, la commune a mis en place le tri sélectif, les ordures sont traitées en déchetterie...

Les conseillers regrettent cette attitude incivique et déplorable.

#### *✍ Délibération pour le maintien des services publics de proximité :*

Le maire rappelle que le bureau de Poste est toujours sur la sellette et pourra un jour être transformé en point Poste ou agence postale, avec mise à disposition de personnel payé par la commune. A terme, les services publics ne vont pas être émiettés mais pris en charge par les collectivités locales.

Le maire donne lecture d'un projet de délibération reprenant le « manifeste des élus locaux pour des services publics de proximité équitables et performants » adopté et signé par les présidents d'association d'élus locaux le 14 avril 2004 au sénat.

S. Raizin rappelle toute l'importance qu'il y a de défendre le service public, mais s'élève contre ce manifeste signé par des élus qui depuis longtemps ont voté des lois qui démantèlent le service public, il dénonce cette incohérence globale entre politique et décisions...et refuse de s'acheter une « bonne conscience ».

M. Meunier précise que le service public est battu en brèche puisqu'un usager ou un patient est désormais appelé client ; V. Fernandez rappelle que cette libéralisation du service public est une volonté européenne et que nous ne pourrons plus faire marche arrière...

Le maire retire la délibération et demande aux conseillers de réfléchir à une autre formulation du projet.

#### *✍ Questions diverses :*

#### **Indemnités de conseils et budgets du comptable :**

Délibération doit être prise pour le mandatement de l'indemnité : *voté à l'unanimité*

#### **Risque d'incendie /période rouge :**

Les conditions climatiques induisent un niveau de risque très sévère d'incendie de forêt et imposent une « période rouge », prescrite par arrêté préfectoral du 1er juillet 2004.

L'emploi du feu est interdit dans zones à risques (bois forêts, plantations, reboisement, landes maquis et garrigues ainsi que tous terrains qui en sont situés à moins de 200 m, y compris les voies qui les traversent.

Sanctions : contraventions de 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> catégorie aggravées en délit en cas d'incendie.

**SCOT : compte-rendu de réunion :**

Présenté par M. Meunier qui a assisté à la réunion du 7 juillet du syndicat mixte du SCOT

*Rôle du SCOT* : mettre en cohérence tout ce qui concerne l'aménagement du territoire (ex : les plans d'urbanisme...)

*Son territoire* : insuffisant d'après le préfet, il faudrait passer le SCOT aux limites du « pays » soit 60 communes concernées.

*Participation financière* : actuellement la gestion est réalisée par la commune de Gap, la participation financière prévue pour cette gestion est de 50 % pour Gap et 50% pour les autres communes (0.48 €par habitant)

**Bulletin municipal :**

Il sera désormais distribué par les conseillers municipaux et membres de la commission dans chaque hameau, un « plan de distribution » est remis à chaque conseiller avec le nombre de bulletins à distribuer.

**Presbytère :**

L'avancement du chantier est présenté par S. Duc, 2 semaines sont nécessaires pour solder les travaux restants : réseaux et abords, pavage de l'allée, éclairage extérieur et portail d'entrée remplacé par deux piliers en pierre.

Le mobilier sera commandé à Ikéa (Vitrolles 13), la salle informatique sera équipée de 7 ordinateurs mis en réseau.

**Concert à la chapelle St Laurent :**

L'association de sauvegarde du patrimoine prévoit d'organiser un concert de piano le vendredi 13 août, donné par Hervé Jamet, professeur de piano à Paris...

La séance est levée à vingt trois heures trente.

**Délibérations du conseil municipal :**

- ✍ Dépressage de la forêt de Céüzette
- ✍ Indemnités du comptable (Mme Vallet)

***Lu et approuvé, les conseillers municipaux***